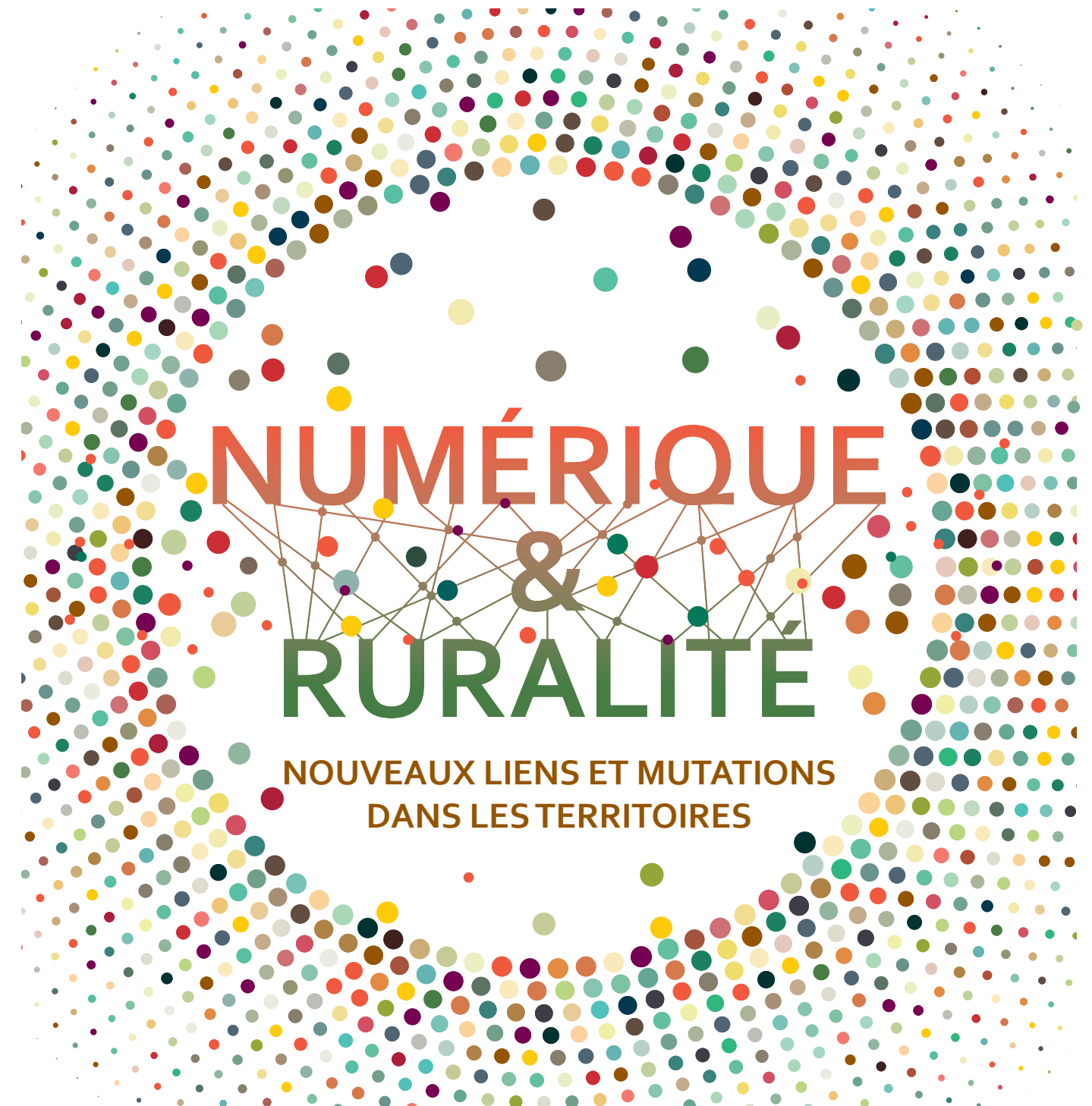




NUMÉRIQUE & RURALITÉ

NOUVEAUX LIENS ET MUTATIONS
DANS LES TERRITOIRES



sol et civilisation
Innover ensemble
dans les territoires.

Sol et Civilisation
5 rue Joseph et Marie Hackin - 75116 PARIS
www.soletcivilisation.fr

agriDées
REFLECTIR • PARTAGER • AVANCER

Agridées – Société des Agriculteurs de France
8 rue d'Athènes - 75009 Paris
www.agridees.com



sol et civilisation
Innover ensemble
dans les territoires.

agriDées
REFLECTIR • PARTAGER • AVANCER



sol et civilisation
Innover ensemble
dans les territoires.

Crée en 1991, le think-tank Sol et Civilisation est un lieu d'échanges et d'actions pour comprendre, faciliter et anticiper les transitions agricoles et rurales.

Pour cela, nous :

- Accompagnons des acteurs des territoires et des filières agricoles dans leurs réflexions stratégiques.
- Organisons et participons à différents formats d'événements et groupes de travail
- Accueillons, soutenons et développons des travaux de recherche en lien avec le monde universitaire

www.soletcivilisation.fr
[twitter@SolCivilisation](https://twitter.com/SolCivilisation)

agriDées
REFLÉCHIR • PARTAGER • AVANCER

Agridées, le think tank de l'entreprise agricole.

En 1867 la première organisation professionnelle en agriculture voit le jour : la Société des Agriculteurs de France (SAF). Créée par et pour les agriculteurs, elle va leur permettre de se regrouper, de faire entendre la voix de l'entreprise agricole, de promouvoir la diffusion du progrès économique, technologique, et sociétal. 150 ans après sa création la SAF, association d'utilité publique a créé un think tank reconnu et labellisé : agridées.

www.agridees.com

ÉDITO CROISÉ



Anne-Claire Vial

Présidente de Sol et Civilisation



Damien Bonduelle

Président d'agridées

Cette année, les 28^{èmes} Assises de Sol et Civilisation sont co-organisées avec agridées. Pourquoi ce choix d'aborder la relation entre le numérique et la ruralité ?

● Anne-Claire Vial

Nos organisations collaborent depuis longtemps. Nous partageons la même volonté de comprendre le présent pour préparer l'avenir et inversement, d'appréhender le futur pour mieux agir aujourd'hui. Les impacts de la révolution numérique s'imposent dans toutes ces temporalités.

● Damien Bonduelle

Les travaux de nos associations sont complémentaires et les experts que nous sollicitons, sont toujours très éclairants sur ce qui se passe dans nos campagnes. Rappelons que les espaces ruraux sont concernés au même titre que l'ensemble de la société par une révolution numérique, dont les effets se révèlent au quotidien.

Pensez-vous que le numérique puisse modifier en profondeur les espaces ruraux, leur aménagement, leur démographie, leur pouvoir économique et les relations sociales ?

● Anne-Claire Vial

Tout au long de la journée, les intervenants vont nous le dire ! Rien n'est figé et les changements ne sont pas forcément à redouter. Sol et Civilisation et agridées ont le goût du

mouvement, loin de la sinistrose et autres fatalités. La ruralité dont fait partie l'agriculture se réinvente chaque jour, grâce à la créativité des hommes et femmes qui y habitent, et qui y travaillent. Comment ce potentiel humain peut se saisir du numérique et en tirer des avantages, sans perdre ses valeurs et ses fondamentaux ? Nos intervenants évoqueront les prérequis et les champs des possibles.

● Damien Bonduelle

La ruralité doit faire face à de nombreux défis et il est essentiel d'envisager le numérique comme un moyen, pour elle, de les relever. Ce sont aux acteurs de la ruralité de façonner l'attractivité de leurs territoires, de les rendre plus attractifs que les zones urbaines, voire même de proposer des modèles inédits. Les moyens d'y réfléchir et d'agir ensemble existent. Cette chance ne doit pas leur échapper.

● Anne-Claire Vial

Il s'agit d'appréhender les opportunités tout en restant attentifs aux écueils et aux dangers latents. Sans angélisme, nous souhaitons étudier les promesses que porte la révolution numérique pour les territoires ruraux. L'avenir et ses changements ne nous effraient pas, tant que nous en avons une vision claire.

RETROUVER LA MÉMOIRE POUR PENSER LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE



Valérie Jousseume
*Géographe, maître de conférences,
enseignante-chercheuse à l'Université de Nantes*

À l'heure de la transition numérique, comment peut-on imaginer le devenir des territoires ruraux français et plus largement celui de l'ensemble des espaces français, à partir du champ des sciences humaines et sociales ?
Valérie Jousseume propose un voyage dans le temps afin d'observer les trajectoires des campagnes. Un exercice unique et riche d'enseignements qui permet d'élaborer un récit prospectif sur l'avenir de l'humanité.

La chercheuse décrypte la révolution numérique en allant au-delà des considérations techniques ou réglementaires que le sujet charrie. L'évolution de notre monde est relue à travers ses trois grandes ères et leurs transitions. Chacune traduit un nouveau rapport entre l'homme et la terre et a fortiori, entre les humains.

ÈRE SAUVAGE

L'homme vit de prédation (chasse et pêche) dans une nature sauvage. Les densités sont faibles et les groupes d'humains sont restreints pour mieux subvenir à leurs besoins alimentaires. Cette longue période de l'histoire de l'humanité va progressivement muer avec la révolution néolithique et l'invention de l'agriculture. La domestication de la nature par l'utilisation des plantes et des animaux, modifie alors les relations sociales et économiques.

ÈRE PAYSANNE

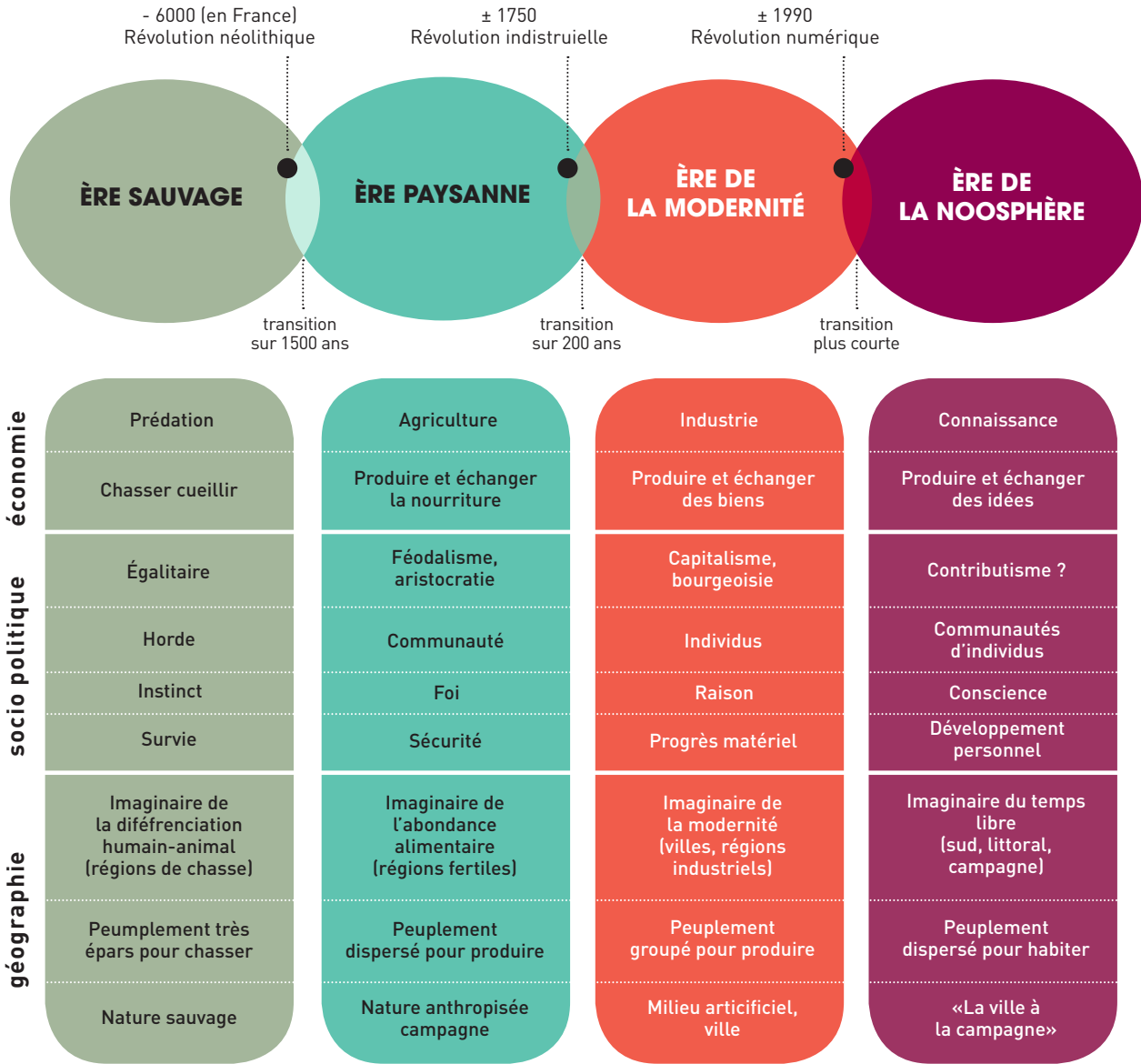
L'ère paysanne apparue il y a 10 000 ans en Mésopotamie, arrivera en France vers - 6 000 ans avant J.C. Les humains se regroupent en communautés, dans des villages. La nature est anthropisée. L'abondance de nourriture vient soutenir la croissance démographique. De nou-

veaux métiers artisanaux apparaissent. Le développement de l'agriculture et la succession des systèmes agraires renforcent une société paysanne, érigée sur la production et l'échange d'alimentation, avec des villes encore modestes. Cette dynamique permet encore aux hommes de vivre dispersés dans l'espace. L'ère paysanne perdura jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle où sa transition vers l'ère de la modernité débutera.

ÈRE DE LA MODERNITÉ

La révolution industrielle s'impose au milieu du XIX^{ème} siècle, partout en Europe. Elle est caractérisée par la maîtrise mécanique du feu transformé en mouvement (moteur à vapeur, à essence...). La puissance technique fait alors basculer le fondement économique de la Nation. A l'ère industrielle l'économie ne repose plus sur la production et l'échange de nourriture, mais de biens matériels. Sous l'ère paysanne, l'agriculture impliquait une répartition dans l'espace. Sous l'ère de la modernité, l'industrie appelle au regroupement des hommes et donc à l'urbanisation, l'extension des espaces organisés, l'accélération des rythmes de travail, l'individualisation etc. Le milieu naturel est artificialisé.

● « Poser le récit, sur un temps long, de l'évolution des territoires permet de mieux comprendre où ils en sont et vers quoi ils évoluent ».
Valérie Jousseume



LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE, PRÉAMBULE À UNE NOUVELLE ÈRE CIVILISATIONNELLE

La révolution numérique est marquée par la naissance et la diffusion du World Wide Web, dans les années 1990. La technologie propulse nos sociétés vers une autre ère, dont les caractéristiques restent à définir. Certains indicateurs forts laissent à penser que les fondements économiques des Nations s'orienteraient davantage vers l'échange d'idées, la connaissance et les services. Le futur rimerait ainsi avec collaboratif, créativité et capital humain, notions très éloignées de celles du capitalisme. Selon Valérie Jousseume et à la lecture des ères passées, la révolution numérique telle que nous l'avons aujourd'hui, n'est qu'une première phase de transition vers une période inédite, actrice de l'effondrement de la civilisation industrielle.

BIENVENUE DANS L'ÈRE DE LA NOOSPHERE

C'est en référence à Pierre Teilhard de Chardin, prêtre et scientifique qui avait envisagé dans les années 50 une société de connexions des cerveaux humains, que Valérie Jousseume a baptisé l'ère qui s'annonce : l'ère de la noosphère, celle de la pensée connectée. Si cette conjecture se révèle juste, alors elle transformera une nouvelle fois le rapport à l'espace puisqu'avec les technologies numériques, nul besoin pour les hommes de cohabiter dans des espaces de forte densité. Faut-il voir dans les dispersions de populations constatées depuis quelques années les premiers signes confirmant cette trajectoire ? Il est certain qu'aujourd'hui, la campagne est désirée comme lieu de résidence, rendu possible par le télétravail et des projets tel que le revenu universel.

QUAND LA TRANSITION NUMÉRIQUE FÉCONDE L'ÈRE DE LA NOOSPHERE

Valérie Jousseume propose un récit de la transition en cours fondé sur un bilan critique de la modernité et une autre lecture des aspects positifs de l'héritage de l'ère paysanne ; l'objectif étant de rechercher un équilibre entre deux modèles de société, du point de vue écologique (avec/contre la nature), géographique (dispersé/regroupé), sociologique (sécurité de la communauté/liberté de l'individu) et éthique (être/avoir).

1

Cette grille d'analyse amène à formuler des hypothèses sur nos aspirations, nos organisations sous l'ère de la noosphère. La meilleure prise en compte de la nature, la mutation de la relation à la production matérielle et au travail font notamment émerger une société du commun, qui tend vers la ré-humanisation, dans une logique de collectivisation des coûts et d'une plus grande justice sociale.

2

La stratégie d'acculturation des territoires la plus pérenne est sans nul doute celle de l'intégration, à l'opposé de la marginalisation. Les espaces intégrés ont mis les technologies numériques au service du bien-être de chacun, du respect de la nature et de la consolidation des liens sociaux. Cette posture a pour guide une mémoire paysanne revalorisée.

La stratégie dite d'assimilation met en scène la campagne dans un idéal touristique destiné plutôt aux classes sociales supérieures. Le beau et le bucolique sont marchandisés.

La marginalisation aboutit à des campagnes défigurées par la productivité où parcs d'attractions, grands axes routiers, zones commerciales se côtoient et où le désir résidentiel est absent.

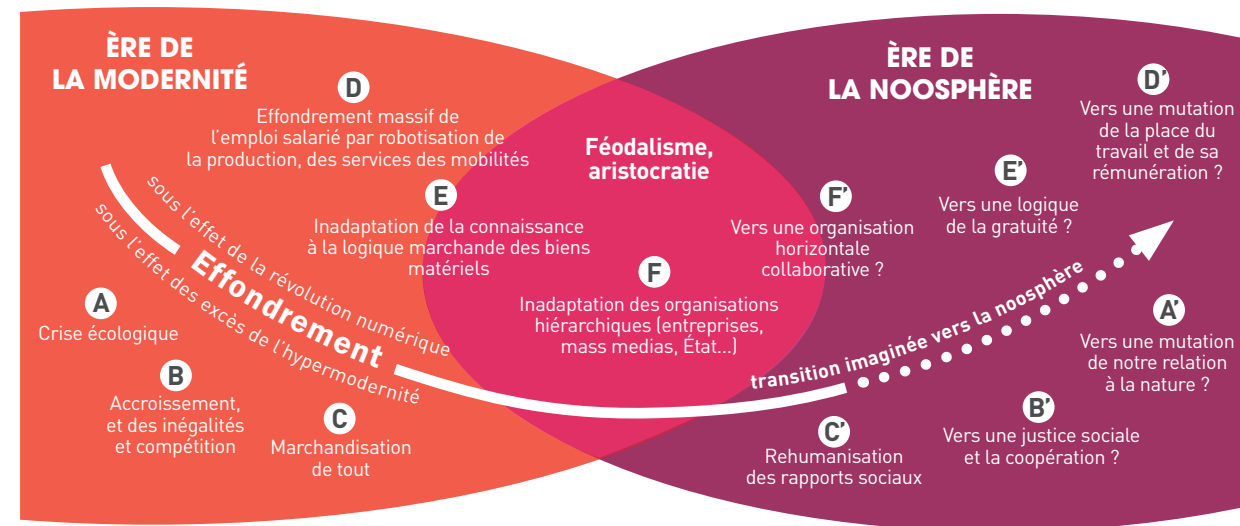
La séparation pose question. Peut-il y avoir un modèle de développement qui reste dans la modernité actuelle ?



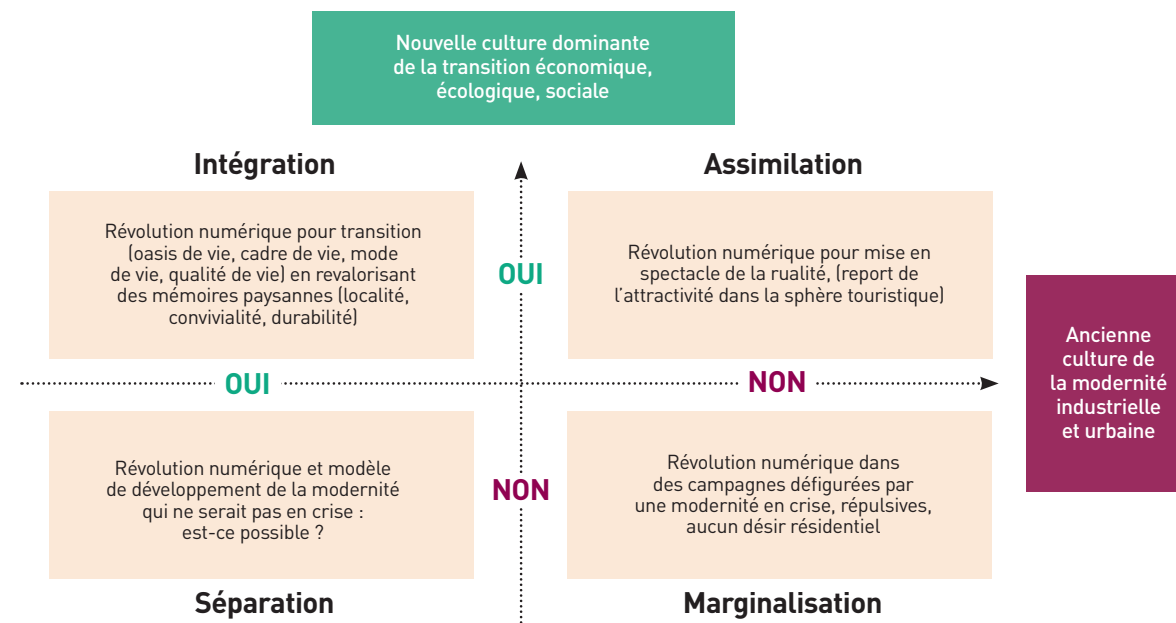
En cette période de transition où les effets de la révolution numérique anéantissent les fondations de l'ère industrielle, il est présomptueux de dessiner avec précision le visage de nos sociétés futures. Pourtant, il est un fait avéré : les territoires ruraux gagnent en puissance grâce à la réappropriation des mémoires paysannes. Mémoires revisitées, customisées pour un vivre ensemble différent.

1

IMAGINER LA TRANSITION VERS L'ÈRE DE LA NOOSPHERE



HYPPOTHÈSE DES STRATÉGIES D'ACCULTURATION EN CAS DE BASCULE CULTURELLE



D'après les stratégies d'acculturation de Berry (Berry et Sam, 1997)

2

NUMÉRIQUE ET RURALITÉ : VRAIES PERSPECTIVES OU TROMPE L'ŒIL ?



Violaine Champetier de Ribes

Directrice de l'agence de stratégie d'influence « Le Meunier qui dort ».
E-résidente Estonienne (Créatrice d'une entreprise estonienne)
Auteure de « Demain, tous estoniens ? L'Estonie, une réponse aux GAFA », éditions Cent Mille milliards.



Fabien Miedzianowski

Directeur Général Adjoint du Conseil département du Cantal.
Directeur de l'Agence Technique départementale de Cantal Ingénierie & Territoires.
Délégué Général de Ruralitic.

À 2 500 km de la France, l'Estonie (pays à faible densité, occupé pendant 700 ans et encore sous le joug soviétique il y a 25 ans) est la première nation « full digital ». Comment le plus petit pays balte s'est-il transformé politiquement et économiquement pour devenir une des sociétés numériques les plus avancées au monde ?

À plus de 500 km de Paris, dans une des régions françaises les plus rurales et enclavées, le département du Cantal utilise le numérique au service de sa population, depuis plus de 20 ans. Comment ce territoire isolé est-il devenu un pionnier de la digitalisation, inversant son solde migratoire ?

NUMÉRIQUE, LES CHAMPS DES POSSIBLES, ICI ET AILLEURS

L'histoire de la digitalisation de l'Estonie s'est écrite à partir d'une page blanche. Après des siècles de domination étrangère, l'Estonie obtient son indépendance en 1991. Devant elle, un pays à imaginer et à construire. Avec très peu de moyens (environ 10 euros par personne),

l'Estonie mise sur l'informatisation à grande échelle grâce à la volonté de quelques visionnaires et la conviction que le numérique pouvait pallier ses handicaps nationaux et territoriaux. Dès 1996, une campagne nationale incite tous les habitants à se former aux usages numériques. Quatre ans après, une plateforme de services publics est mise en ligne. A ce jour 99,5% des services publics sont dématérialisés, avec pour positionnement de placer le citoyen comme un « client » prioritaire de l'Etat. Toutes les administrations et autres organismes étatiques sont au service du citoyen. Bien plus qu'un effet de manche, en 2000, l'Estonie décide d'introduire, par la loi, la notion



L'Estonie

Les bénéfices du numérique pour les agriculteurs estoniens

Les services numériques estoniens ont permis aux agriculteurs de gagner un temps précieux :

- les démarches pour l'obtention de subventions sont passées de 5 h à 45 minutes.
- les agriculteurs bénéficient d'un portail unique leur délivrant toutes les data utiles localement et nationalement.

d'identité numérique et l'accès à l'internet comme un droit humain fondamental. Chacun est propriétaire de ses données et l'Etat, sous réserve de sanctions, ne peut demander plus de deux fois un même renseignement. Un exploit rendu possible grâce à une infrastructure informatique (X-road) facilitant l'interopérabilité entre les différents acteurs publics.

Quelques années après l'Estonie, en 1998, le Conseil départemental du Cantal va, lui aussi, explorer l'outil numérique et ses atouts pour répondre à deux enjeux : conserver les populations, notamment les jeunes, et attirer des actifs. Le plan Cyber Cantal voit ainsi le jour avec pour priorités de fournir des accès aux services publics, à la santé et à l'éducation. L'objectif fédérateur de la démarche est d'attirer 600 nouvelles familles d'actifs. En 2007, le Cantal met en ligne un portail lisible et didactique proposant des services publics, installe des bornes interactives dans les Maisons de services publics dont l'usage est facilité par des médiateurs. Des relations en visio-conférence avec l'Association nationale pour l'Emploi (ANPE), la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), ...et plus d'une trentaine d'autres interlocuteurs sont venus enrichir les permanences physiques.

L'Estonie - au nord-est de l'Europe

- **1,4 millions** d'habitants
- **45 227 km²**
- **31 habitants** au km²
- **Taux de chômage : 5,4 %**

en 2017 - OCDE

.....

Le Cantal - Département Auvergne

- **143 000** habitants
- **5 726 km²**
- **26 habitants** au km²
- **Taux de chômage faible :**
(4 points en-dessous de la moyenne nationale) :
5,7 % en 2017 - INSEE

.....

Points communs

- Densité de population faible
- Anticipation de la révolution numérique
- Volonté politique
- Utilisation du numérique pour surmonter des handicaps structurels
- Projet plaçant l'humain au centre
- Co-construction
- L'outil numérique au service de tout un territoire
- Démarche progressive, par étape et avec des expérimentations

● « Tirer partie du numérique, c'est d'abord un état d'esprit, une culture, un renoncement a une pensée verticale et centralisatrice. »

Violaine Champetier de Ribes

ALLEZ PLUS LOIN QUE LES SERVICES PUBLICS...

L'ÉDUCATION

En 1996, le gouvernement Estonien officialise le **Programme Tiger Leap (Bond du tigre) pour encourager les TIC dans l'enseignement**. Formation des professeurs, mise à disposition d'ordinateurs et de logiciels éducatifs dans toutes les écoles du pays, connexion au réseau haut débit pour tous, cours de langues et de codage renforcés, programmes obligatoires « en compétences numériques » font partie des actions emblématiques. La réussite de Tiger Leap tient pour beaucoup de la bonne coopération entre l'Education nationale, les autorités locales, les établissements scolaires et les prestataires privés informatiques. En 2018, l'Estonie occupait la première place des pays européens au classement PISA, qui mesure la qualité des niveaux d'éducation des élèves de 15 ans.

En 2006, le Cantal est le premier département à **généraliser les ENT (environnement numérique de travail) dans tous les collèges** avec des dotations en matériel (tableaux blancs interactifs, ordinateurs, clés USB, etc.). Généralisation qui s'est étendue aux écoles primaires. Des programmes éducatifs avec d'autres écoles étrangères ont été développés.

Faire ensemble

Violaine Champetier de Ribes et Fabien Miedzianowski sont unanimes sur deux conditions qui assurent le succès du développement numérique à l'échelle d'un territoire : la coopération entre les acteurs publics et privés de toutes dimensions (nationales, régionales, communales) et l'élaboration de projets ascendants, soumis en premier lieu à expérimentation.

LA SANTÉ

Un portail **E-patient regroupe un ensemble de services liés à la santé de chaque résident Estonien** dont le dossier de santé électronique et les ordonnances digitales. L'accès aux solutions santé et la délivrance des médicaments s'effectuent grâce à la ID-card, seul document d'identité obligatoire en Estonie.

Pour lutter contre les effets de la désertification médicale et assurer le confort des plus fragiles, le Cantal propose la **télémédecine dans les Ehpad**, établissements réservés aux personnes âgées. Des chariots équipés d'écrans permettent de consulter des spécialistes à l'autre bout du département. Ce service exceptionnel a été rendu possible grâce à des conventions multipartenariales rassemblant les hôpitaux, la MSA, ou encore la sécurité sociale.

La notion de « **smart village** » a été inventée et concrétisée par la Cantal lors de son événement annuel Ruralitic, qui rassemble les territoires ruraux autour du numérique. Le smart village s'appuie sur l'outil numérique pour faire rester les habitants et en attirer d'autres. Un « **Manifeste du smart village** » a été rédigé par des élus ruraux et apporte des éléments pratiques pour favoriser l'émergence de projets numériques sur un territoire.

LE TRAVAIL

La stratégie économique et politique de l'Estonie, dont le numérique est un important levier, favorise l'entrepreneuriat. Le pays compte le plus grand nombre de start-ups par habitant d'Europe (31 start-ups pour 100 000 habitants contre 8 pour 100 000 habitants en France). Parmi elles, le pays a vu naître et se développer 4 licornes (entreprises du web valorisées à plus de 1 milliard de dollars). L'activité économique des nouvelles technologies de l'information a ainsi contribué à la création de 7 % du PIB en 2017 (vs 5,5% en France). Souhaitant attirer l'attention d'entrepreneurs du monde entier, l'Estonie fut le premier état au monde à instaurer le statut de « e-resident » pour les ressortissants étrangers. À la clé, la possibilité de créer une activité professionnelle en Estonie et d'en gérer sa croissance via le numérique. En Estonie, le temps minimal pour créer juridiquement une entreprise est de 18 minutes. On compte mi 2019, plus de 50 000 « e-Estoniens », issus de 165 pays différents.

Dans le Cantal comme dans d'autres régions françaises, l'emploi en territoire rural pèse sur l'attractivité. Pour réussir la bonne intégration des 600 nouvelles familles d'actifs, le département mise sur le développement du télétravail au travers de tiers-lieux. Aujourd'hui, 13 espaces connectés et aménagés accueillent des salariés de tous horizons.

LES TIERS LIEUX DU RÉSEAU CYBERCANTAL



Le Cantal

Couverture numérique

Estonie

- En 2016 parmi les 1,3 millions d'habitants, **92 %** étaient utilisateurs d'internet
- **85 %** : taux de couverture de la population en haut débit
- **Objectif 2020** : tous les résidents estoniens doivent accéder à l'internet rapide.

.....

Cantal

- **10 %** des logements ont des difficultés de connexion
- **40 %** des logements sont raccordés à la fibre
- **80 %** le seront en fin 2020
- **92 %** en fin 2022

.....

La sécurité des données, version Estonie

L'Estonie sécurise les millions de données personnelles en les répartissant dans un réseau doté de 640 nœuds informatiques. A aucun endroit, l'ensemble des informations n'est stocké. En 2017, l'Estonie a ouvert au Luxembourg une e-ambassade abritant un data center qui réplique toutes les données du pays.

.....

« NUMÉRIQUE ET ESPACES RURAUX : ENTRE BÉNÉFICES ET PERTURBATIONS »



Dominique Viel

Présidente du groupe d'experts du ministère de l'Ecologie sur la prévention des déchets sauvages, la réduction des déchets marins et les ressources minérales de la transition énergétique. Administratrice de Sol et Civilisation.



Franck Burdeyron

Directeur associé d'Ocalia, bureau d'études spécialisé dans la transition numérique des territoires et les mutations du travail.



Jean-Luc Sallaberry

Chef du Département Numérique de la Fédération Nationale des Collectivités locales Concédantes et Régies (FNCCR).

Le numérique est un outil bénéfique à bien des égards. Mais il est aussi source de déstabilisations profondes. Il réinterroge l'identité des territoires, le fonctionnement des collectivités locales et territoriales et les équilibres entre les espaces ruraux et les zones urbaines. Exploitation des ressources minérales utiles à la transition numérique et énergétique dans les sols français, projets mutualisés, transparence sur la gouvernance et la souveraineté des données... La nouvelle ère numérique impose réflexions et actions pour réinventer la ruralité.

PAS DE PROJETS NUMÉRIQUES DE TERRITOIRE SANS MUTUALISATION

Tous les territoires n'ont pas la maturité du Cantal sur le développement des offres digitales. Seulement 65 % des villes de 8 000 à 25 000 habitants et 53 % des EPCI (Établissement public de coopération intercommunale) esti-

ment connaître « des solutions ou des services numériques répondant à leurs domaines prioritaires »¹. Mais pour Franck Burdeyron, malgré les niveaux hétérogènes des élus et de leurs agents, d'importants progrès ont été fait sur la bonne connaissance des atouts du numérique. Les réels handicaps portent davantage sur les couvertures réseaux des zones rurales, les moyens financiers et humains à disposition des élus et l'identification des interventions prioritaires en faveur d'un meilleur accès aux solutions numériques. La mutualisation entre acteurs locaux publics et privés permet de surmonter certains de ces obstacles.

« Le scénario le plus efficient serait celui d'une plateformes des services à l'échelon régional et une mutualisation informatique à l'échelon départemental ou infra départemental. Il est pertinent que les DSI des métropoles et des agglomérations mutualisent leurs savoir-faire avec les plus petites villes » propose Jean-Luc Sallaberry. Un partage qui suppose de nouveaux outils de péréquation financière en fonction des atouts et des faiblesses des territoires. Jean-Yves Vif, directeur éditorial de l'Association Nationale Nouvelles Ruralités et participant à l'événement, dresse, de son côté, le constat d'un état français trop jacobin et prêtant peu d'intérêt à la ruralité alors que : « Des pays comme l'Italie, l'Espagne et le Portugal ont fait cohésion avec l'outil numérique en entrant par les préoccupations de la société civile et de l'économie sociale et solidaire ».

Face au repeuplement des espaces ruraux, au rôle majeur des territoires dans les transitions énergétiques et alimentaires, les partenariats avec les métropoles devront être fondés selon un principe « gagnant-gagnant ». La valeur ajoutée de l'outillage numérique serait la mise en relation des acteurs du territoire, en fonction de leurs enjeux. Pour leur réussite, les projets numériques menés par les territoires doivent passer d'une logique d'offres à une logique de besoins.

UN SERVICE SOCIAL POUR LES EXCLUS DU NUMÉRIQUE

14 millions de Français seraient éloignés du numérique, soit 28 % de la population de plus de 18 ans². Il s'agit essentiellement de personnes âgées de 70 ans et plus, de non diplômés et de personnes aux bas revenus³. La plupart demandent de l'aide ou à se former et 18 % ne veulent plus en entendre parler. État et territoires tentent d'améliorer la situation, mais les moyens manquent au regard du volume des exclus numériques, constate Franck Burdeyron. Pour Jean-Luc Sallaberry, la question est politique face à la problématique de la conduite de changement. Seule la médiation pourrait apaiser la « douleur » des exclus du numérique à passer d'un état vierge de connaissances à un bon usage de l'outil. Les collectivités locales sont en bout de chaîne alors qu'il serait utile de comprendre les réticences et de combattre les difficultés, en amont. Au même titre que l'eau ou l'électricité, un service social mériterait d'être créé pour faciliter l'autonomie numérique de tous les individus.



Le big data, un enjeu de souveraineté régional – crédit photo : FNCCR

Point sur la couverture des territoires français en fibre optique et téléphonie mobile

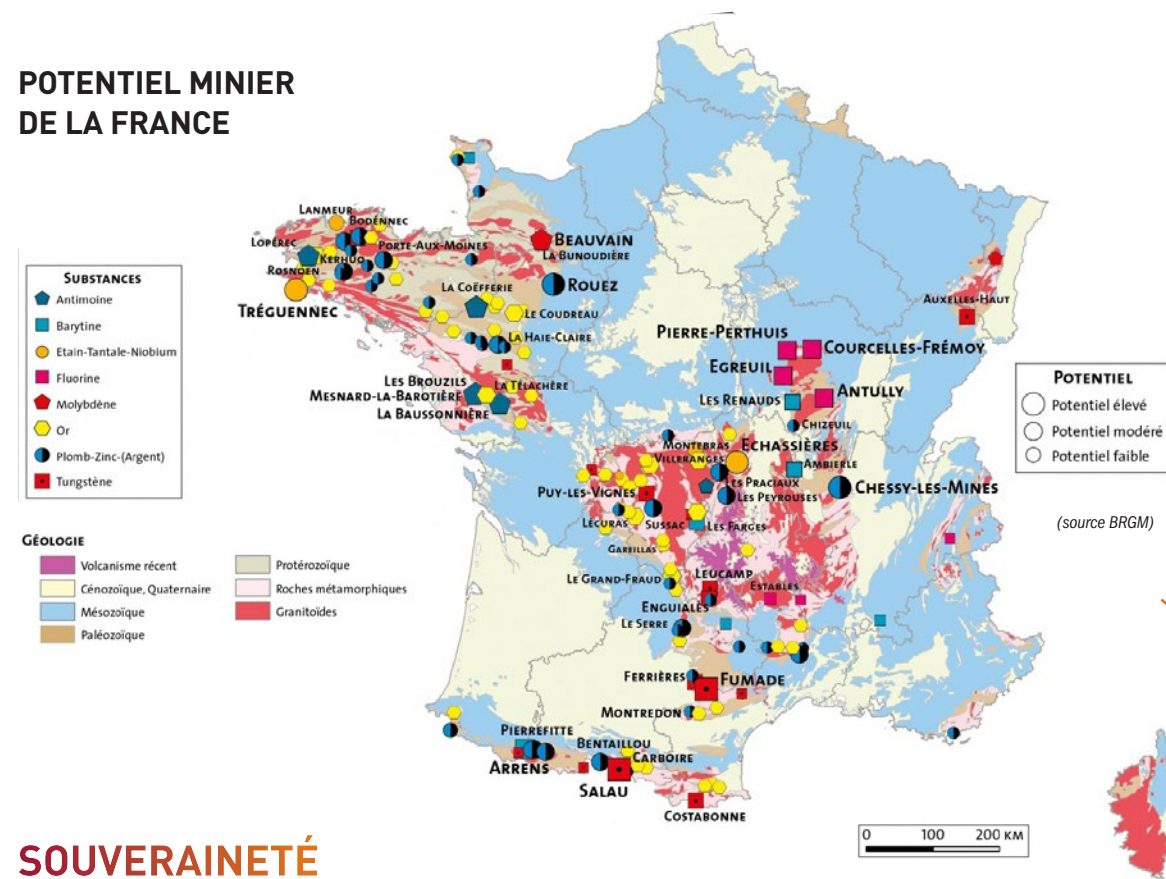
- **3 à 4 millions** de foyers et entreprises attendent la fibre d'ici 2025
- **27 départements** ont encore besoin d'un complément de couverture en fibre optique
- **Réseaux de téléphonie mobile : sur les 15 000 pylônes** prévus par les opérateurs, seuls 7 000 ont été installés.

¹ Enquête menée par la Caisse des Dépôts - Assemblée des Communautés de France (AdCF) et l'Association des Petites Villes de France (APVF) - 2015

² France Stratégie

³ Étude menée par le Crédoc pour la mission société numérique

POTENTIEL MINIER DE LA FRANCE



SOUVERAINETÉ ET GOUVERNANCE DE LA DONNÉE DANS LES MAINS DES TERRITOIRES

Les données générées par les usages numériques sont un enjeu de souveraineté tant sur le plan individuel que national. Au risque de perdre leur statut de service public, les institutions n'ont pas d'autre choix que la maîtrise des informations numériques de leurs administrés. Jean-Luc Sallaberry insiste pour la création de régies de données régionales pilotées par l'Etat et dotées de systèmes de sécurité fiables. Aujourd'hui, la législation sur la gouvernance et la propriété des données numériques n'est pas à jour et beaucoup d'acteurs privés gardent la main sur la data. Les données fournies par les agriculteurs aux banques, aux semenciers, ou encore aux vendeurs de matériels connectés illustrent ce déséquilibre. Les espaces ruraux ont-ils les moyens d'assurer la souveraineté de leurs données ? Pour les intervenants, la réponse se trouve dans des modèles partenariaux à imaginer, appuyés par des leviers financiers à mobiliser (fonds régionaux et européens). Comme dans le Cantal, leur pilotage stratégique serait le fruit de consensus entre toutes les parties prenantes. Reste la question de la blockchain qui laisse Jean-Luc Sallaberry perplexe sur « ce tiers de confiance virtuel ».

● « La question du tiers de confiance est complexe. En théorie aucun acteur public, aucune collectivité locale ne peut faire héberger ses données ailleurs qu'en France. En pratique, beaucoup n'appliquent pas ces règles, sans le savoir. Mais plus fondamentalement, peut-on être assuré d'une maîtrise totale des données alors que les composants comme les processeurs qui font fonctionner les outils numériques ne sont pas fabriqués sur le territoire ? »

Guy-Pierre Sachot,
Directeur du Développement Territorial
du Groupe La Poste

● « Au risque de perdre leur statut de service public, les institutions n'ont pas d'autre choix que la maîtrise des informations numériques de leurs administrés. »

Jean-Luc Sallaberry

Le numérique est tout sauf immatériel – Enjeux pour les territoires

Les besoins en ressources minérales générés par la transition numérique et énergétique sont exponentiels et non sans conséquence sur les territoires. Il s'ajoute à la demande de secteurs comme l'aéronautique, l'aérospatiale ou la chimie. « Parler de dématérialisation quand on évoque le numérique est une illusion totale. Le numérique consomme énormément de matières dont des métaux rares et critiques » a tenu d'emblée à préciser Dominique Viel. Téléphones mobiles et autres objets connectés sont élaborés avec des dizaines de minéraux, leur présence en quantité infime étant d'ailleurs un frein à leur recyclage. Mais au-delà du traitement, ce sont les conditions de leur exploitation qui soulèvent la critique. Les mines qui viennent assouvir les demandes des pays occidentaux, dont la France, sont des désastres écologiques et des lieux d'exploitation de la misère humaine, voire le théâtre de guerres civiles et de trafic comme au Congo avec le coltan. Or, le développement du numérique et de la transition énergétique est en pleine croissance. En 2009, 2 milliards d'objets connectés dans le monde nécessitaient des ressources minérales. Qu'en sera-t-il en 2025

où ils seront 32,4 milliards⁴ ? Sans compter les objectifs français de la transition énergétique qui visent une augmentation de la production d'énergies renouvelables de 70 % en 2028. Tout comme les objets connectés, les éoliennes et autres solutions pour une énergie « propre » sont avides de ressources minérales.

L'ambivalence française face à son potentiel minier

La France s'approvisionne en ressources minérales sur les marchés mondiaux, là où sont fixés les prix. Dans un contexte d'hégémonie chinoise sur la maîtrise de l'extraction de ces matériaux, la France n'affiche aucune stratégie pour assurer ses approvisionnements. Pourtant, l'hexagone a les moyens de s'auto-sourcer, en plus des mines en service en Outre-mer. Le potentiel minier de métaux stratégiques est réel, notamment en Bretagne, en Auvergne, dans les Pyrénées et les zones de petites montagnes. Mais l'ouverture de nouvelles mines se heurte à l'acceptation des populations, dont la mémoire

collective charrie encore les mauvais souvenirs du XX^{ème} siècle. En 2015, sous l'impulsion d'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, une concertation a été engagée avec des acteurs économiques, institutionnels et associatifs autour du concept de « charte de la Mine responsable ». L'initiative n'a abouti qu'à l'énoncé de principes. A ce jour, des dizaines de permis de recherche minière en France ont été annulés et le code minier demeure inchangé. Quels seraient les bénéfices pour les territoires français d'exploiter leurs richesses en métaux rares, suivant les valeurs de la mine responsable ?

Pour y répondre, Dominique Viel a rappelé les conditions de réussite : considérer le minerai comme un bien commun dont la valeur de l'exploitation est équitablement répartie, associer au projet toutes les parties prenantes du territoire, s'assurer des retombées positives en termes d'emploi et de développement territorial, concevoir un projet pérenne restant attractif bien après la fermeture du site.

⁴ Cabinet IoT Analytics - 2018

FAIRE TERRITOIRE À L'HEURE DU NUMÉRIQUE, UNE CHANCE À SAISIR ?



César Gélvez

Doctorant en géographie numérique.
Enseignant - chercheur, formateur en e-tourisme et en gestion de projets internet
Consultant en développement numérique



Hugo Lambert

Manageur chez Ernst & Young
Coordinateur du Lab Territorial



Guy-Pierre Sachot

Directeur du Développement Territorial du Groupe La Poste

Les espaces ruraux attirent l'attention des populations urbaines et périurbaines. Désir d'y habiter, souhait de mieux les visiter, le dialogue intra et inter territoires se structure avec des outils numériques facilitateurs et fédérateurs.

Comment et d'où partent les initiatives créatrices de liens favorables aux espaces ruraux ? Quelle posture les territoires doivent-ils adopter pour innover ?

Échanges sur la capacité des acteurs ruraux à générer de l'intelligence collective, pour faire territoire à l'heure du numérique.

CRÉER, ENTRETENIR ET RESTAURER LES LIENS DANS LES TERRITOIRES AVEC LE NUMÉRIQUE : LES FONDAMENTAUX

« L'innovation dans les territoires est généralement impulsée par des contraintes. Des enjeux comme les transitions numériques ou énergétiques poussent les espaces ruraux à repenser leur développement économique » constate Hugo Lambert. De cet impératif à se renouveler découle une organisation entre les territoires. Faire ensemble, se fédérer, être capables de tisser un projet à différentes échelles (communales, départementales...) pour déployer des solutions locales sont gages de réussite. Tout commence par la volonté d'un porteur de projet, qu'il soit associatif,

privé ou institutionnel. Autour de lui, se grefferont d'autres intervenants qui donneront davantage d'importance à l'initiative. Cette démarche d'acculturation du « Faire ensemble » a pour externalités positives la montée en compétences des intervenants, un renforcement de la qualité des projets et une plus grande robustesse économique. Pour Hugo Lambert, ce n'est pas le numérique qui pose question, mais la compétence et la pérennité des acteurs dans le projet.

Cette dynamique s'illustre parfaitement à Arvieu, commune de 842 habitants située non loin de Rodez, au cœur de la vallée du Viaur qui en complique l'accès. En 1998, 5 geeks s'installent dans le village avec l'intention d'ouvrir une entreprise de création de sites internet. Un pari fou alors que les connexions sont très précaires et qu'aucune installation pour des professionnels n'existe. 21 ans après, la société Laëtis est toujours en activité et compte 18 collaborateurs. Mieux, elle a attiré trois autres entreprises. De ce projet entrepreneurial, la ville et le département ont su se saisir. « Vivre et travailler à Arvieu » ont été incarnés dans une stratégie de marque qui facilite l'implantation de projets et attire, in fine, de nouveaux actifs. Objectif atteint avec l'accueil de 30 nouvelles familles dont fait partie César Gélvez. Au centre du village, dans un ancien couvent, un lieu de coworking abrite des entreprises, des indépendants et des salariés. Tous cohabitent avec la maison d'accueil des services publics, la médiathèque, l'office de tourisme et les commerçants. Baptisé « Les jardins d'Arvieu », ce lieu doit ainsi son existence à la volonté de quelques-uns, soutenus par les acteurs locaux. « C'est une véritable démarche systémique qui dépend d'une vision partagée » commente César Gélvez.



Arvieu : une commune de 842 habitants qui a su attirer 30 familles

« Les transitions numériques ou énergétiques poussent les espaces ruraux à repenser leur développement économique ».

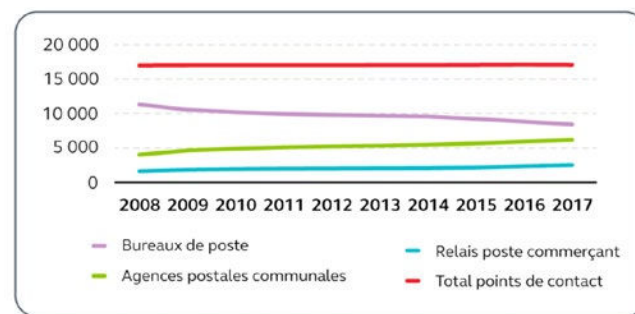
Hugo Lambert

E-tourisme, m-tourisme pour les espaces ruraux : quels rôles dans le développement des liens sociaux ?

Sur le marché du e-tourisme et du m-tourisme (applications uniquement sur téléphone mobile), deux grands acteurs se distinguent : les Gafa et associés (Booking, AirBNB, etc.) dont la raison d'être est exclusivement mercantile ; et les acteurs locaux : offices de tourisme, individuels, sites et musées régionaux, collectivités locales et territoriales motivés par l'attrait de visiteurs. A leur service, un grand nombre d'applications conçues en propre ou proposées par les Gafa. Pourtant, faute d'avoir répondu aux besoins des utilisateurs et d'avoir ignoré les complémentarités avec d'autres, beaucoup d'applications réalisées par les acteurs locaux sont enterrées.

Pour César Gélvez, qui mène actuellement un travail d'évaluation des outils e-tourisme et m-tourisme, il n'y a pas de fatalité, mais des conditions de réussite à réunir : « Il faut éviter les projets caricaturaux et trop gentrifiés. Quand les porteurs de projets s'approprient l'outil et utilisent le numérique en restant acteurs, les liens se créent et perdurent ».

Evolution des types d'implantations postales en France, de 2008 à 2017



De messenger à médiateur, l'incroyable mutation du réseau du Groupe La Poste

Questions à Guy Pierre Sachot

Beaucoup se plaignent du départ des services publics des espaces ruraux. La Poste a-t-elle abandonné les territoires ?

Elle ne le veut et ne le peut pas ! Le législateur a défini les missions de services publics de La Poste et impose sa présence partout sur les territoires. Au moins 90 % de la population d'un département doit avoir accès à un point de contact de La Poste, à moins de 5 kilomètres et à moins de 20 minutes de trajet automobile. Sur la période 2013-2017, avec un nombre de points de contact constant, la part des bureaux a diminué de 13,2 %, tandis que celle des agences postales communales (+ 15,6 %) et des relais poste contact (+ 24,3 %) a augmenté. C'est donc la structure des points de contact du Réseau qui évolue, mais La Poste maintient sa présence.

L'arrivée du numérique a bien failli tuer La Poste. Comment le Groupe s'est-il adapté ?

Le numérique aurait pu être fatal. Mais c'est sans compter sur l'incroyable atout de La Poste : les 73 000 facteurs représentent le premier réseau de présence physique sur le territoire et avec 220 000 postiers, La Poste est le plus

important employeur en France. Nous nous sommes interrogés sur la valeur ajoutée du réseau à l'ère du numérique. La réponse était évidente ! La force des hommes et des femmes du Groupe La Poste est de participer à la cohésion territoriale en tant qu'acteurs de proximité. En d'autres termes, le messenger est devenu médiateur pour faciliter l'accès à des services ou des technologies.

Justement, vous avez développé de nouvelles prestations, parfois surprenantes.

Comment se passe leur déploiement et leur appropriation auprès des Français ?

La Poste s'est diversifiée dans les services numériques avec, par exemple, le vote électronique utilisé par les entreprises, les administrations et les services politiques. Nous sommes également le premier hébergeur de données de santé en France via le dossier du pharmacien. Toujours dans le numérique, nous menons de nombreuses actions en faveur de la formation aux usages avec des partenaires comme à l'Agence nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes. Par ailleurs, le Groupe La Poste va faire

passer les certifications numériques proposées par l'Etat⁵, en s'appuyant sur son réseau qui valide l'obtention du code de la route. Autre domaine sur lequel nous évoluons : le maintien à domicile avec l'installation de matériel médical et de services comme « veiller sur mes parents ». Toutes ces missions ont en commun de faciliter l'accessibilité. Une autre manière d'entretenir et de créer des liens.

Les Maisons de Services Au Public (MSAP), portées par La Poste, connaissent des taux de fréquentation bas. Pourquoi ce lien, au cœur même des territoires, ne marche pas ?

Il faut revenir sur la notion de besoin. Les MSAP cherchent à répondre à l'expression des attentes de la population et de leurs représentants (collectivités locales, pouvoirs publics et organismes régionaux, etc.). Pour que cela fonctionne, il est nécessaire que les acteurs locaux aient défini les besoins des administrés en termes de services publics. On voit bien qu'il ne suffit pas de trouver un local et de mettre à disposition une personne ressource.

CONCLUSION

RETROUVER LE TERRITOIRE POUR PANSER LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

Les territoires peuvent-ils panser les effets négatifs de la révolution numérique ? Une question posée par Valérie Jousseume en guise de conclusion et qui induirait l'opportunité, pour les espaces ruraux, de devenir des territoires régénérateurs de nos besoins humains fondamentaux.

« La révolution numérique anéantit l'espace et le temps » fait remarquer Valérie Jousseume. L'instantanéité de l'information, partout dans le monde, est bien plus perturbatrice que ne l'a été la révolution de la modernité avec son offre de mobilité.

Reprenant les constats de Michel Billé⁶, sociologue, Valérie Jousseume démontre que la compression extrême de l'espace-temps produit un égarement individuel et collectif dont les symptômes s'apparenteraient à ceux de la maladie d'Alzheimer.

Citant Lionel Naccache⁷, neurologue, Valérie Jousseume met en parallèle l'accélération des possibilités de voyager à travers le monde avec une perte de l'expérience de dépaysement.

Alors que l'existence humaine a toujours été incarnée dans un espace et dans un temps, leur rétraction provoquerait une perte de conscience de ce que nous sommes, épuisant les corps et les esprits.

UNE HYPERMODERNITÉ CONFISCATOIRE DE NOS BESOINS FONDAMENTAUX

L'ère de l'hypermodernité, avec ses phénomènes d'accélération et d'aliénation, annihile les besoins fondamentaux de l'Homme.

Les besoins de survie et de protection sont menacés par la précarité économique et écologique. Les besoins de statut et d'estime, le besoin de rencontre et de continuité sont noyés dans le grand ensemble mondialisé, et la société de la jetabilité. Le besoin de postérité, hier étanché par les religions puis l'idéal collectif laïc d'immortalité des

« grands hommes » est totalement nié. La pulsion existentielle qu'a l'Homme de laisser une trace de son passage sur terre se dilue dans le nihilisme consumériste.

DES ESPACES RURAUX RÉPARATEURS ET PORTEURS DE SENS

Les villes ne structurent plus les flux migratoires et depuis les années 90, ceux-ci s'orientent régionalement vers le Sud et l'Ouest. Le mouvement de retour vers les espaces ruraux s'accroît. Quelles interprétations imposent ces nouvelles trajectoires de populations ? L'imaginaire véhiculé par le tourisme en serait-il l'explication ? Pour Valérie Jousseume, le tourisme n'est qu'une « avant-garde marchande ». En réalité, ces dynamiques traduiraient une fuite, un refus de l'hyper modernité. L'attraction vers des territoires moins densifiés et plus « naturels » répondrait à l'élan vital de satisfaction de nos besoins fondamentaux. Suivant cette démonstration, les territoires les plus désirables ne seraient pas les plus touristiques, mais des modèles qui ré-humanisent et dé-marchandisent, rassurant ainsi l'Homme dans sa quête d'authenticité. Le numérique serait alors un atout précieux s'il est utilisé pour favoriser ces qualités territoriales. Les espaces ruraux sont les seuls en mesure, aujourd'hui, de proposer aux corps et aux cerveaux des victimes de l'accélération hyper-moderne, les conditions pour se réparer tout en redonnant du sens aux existences.

⁶ « La société malade d'Alzheimer » Ed. Eres. Mai 2014

⁷ « L'Homme réseau-nable, Du microcosme cérébral au macrocosme social », Ed. Odile Jacob sciences. 2015

LES INTERVENANTS DES 28^{ÈMES} ASSISES

/ Novembre 2019

Merci aux intervenants pour la qualité des échanges et aux participants pour leur intérêt qui ont fait le succès des 28^{èmes} Assises.



Franck Burdeyron

Directeur associé d'Ocalia, bureau d'études spécialisé dans la transition numérique des territoires et les mutations du travail.



Violaine Champetier de Ribes

Directrice de l'agence de stratégie d'influence « Le Meunier qui dort ». E-résidente Estonienne (Créatrice d'une entreprise estonienne) Auteure de « Demain, tous estoniens ? L'Estonie, une réponse aux GAFA », éditions Cent Mille milliards.



César Gélvez

Doctorant en géographie numérique. Enseignant - chercheur, formateur en e-tourisme et en gestion de projets internet Consultant en développement numérique



Valérie Jousseume

Géographe, maître de conférences, enseignante-chercheuse à l'Université de Nantes



Hugo Lambert

Manager chez Ernst & Young Coordinateur du Lab Territorial



Fabien Miedzianowski

Directeur Général Adjoint du Conseil département du Cantal. Directeur de l'Agence Technique départementale de Cantal Ingénierie & Territoires. Délégué Général de Ruralitic



Guy-Pierre Sachot

Directeur du Développement Territorial du Groupe La Poste



Jean-Luc Sallaberry

Chef du Département Numérique de la Fédération Nationale des Collectivités locales Concédantes et Régies (FNCCR).



Dominique Viel

Présidente du groupe d'experts du ministère de l'Ecologie sur la prévention des déchets sauvages, la réduction des déchets marins et les ressources minérales de la transition énergétique. Administratrice de Sol et Civilisation.



Journée animée par Natacha Fellous.

